

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3044

[C — 2001/27656]

25 OCTOBRE 2001. — Décret modifiant l'article 1<sup>er</sup> bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> bis, § 2, de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, remplacer la phrase « Le périmètre des zones d'exposition au bruit ainsi obtenu est pondéré sur la base notamment des caractéristiques d'implantation des constructions, de leur équipement et de leur destination. » par la phrase « Le périmètre des zones d'exposition au bruit ainsi obtenu peut être adapté par le Gouvernement sur la base notamment des caractéristiques d'implantation des constructions, de leur équipement et de leur destination. »

§ 2. A l'article 1<sup>er</sup> bis, § 3, de la même loi, ajouter un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus :

1° est réputé compris dans la zone A tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur  $L_{DN}$  est égal ou supérieur à 70 dB (A);

2° est réputé compris dans la zone B tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur  $L_{DN}$  est égal ou supérieur à 65 dB (A) et inférieur à 70 dB (A);

3° est réputé compris dans la zone C tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur  $L_{DN}$  est égal ou supérieur à 60 dB (A) et inférieur à 65 dB (A);

4° est réputé compris dans la zone D tout immeuble bâti ou non bâti exposé à une nuisance sonore pour laquelle l'indicateur  $L_{DN}$  est égal ou supérieur à 55 dB (A) et inférieur à 60 dB (A);

5° pour les aéroports ouverts 24 heures sur 24, les 2° à 4° ne sont applicables qu'aux immeubles bâtis ou non bâtis situés en dehors de la zone A. »

§ 3. A l'article 1<sup>er</sup> bis, § 3, de la même loi, ajouter un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En vue de l'application de l'alinéa 2 ci-dessus, le relevé des mesures des niveaux sonores induits par le trafic aérien civil et commercial en provenance ou à destination des aéroports relevant de la Région wallonne a lieu dans les conditions suivantes :

1. la chaîne de mesures sonométriques répond aux exigences fixées par les normes CEI651 et CEI804 pour les appareils de classe I;

2. la chaîne de mesure est systématiquement calibrée avant et après la mesure au moyen d'un calibre certifié, les écarts devant toujours rester inférieurs à 0,5 dB;

3. la mesure de bruit est obligatoirement effectuée à l'extérieur des bâtiments. Le microphone est obligatoirement placé sur un mât à une hauteur minimale de quatre mètres par rapport au terrain naturel et à une distance minimale de deux mètres de toute structure acoustique réfléchissante (murs, toit, cabanon, abri de jardin, etc.). Il est obligatoirement équipé de sa bonnette anti-intempéries de classe I;

4. les niveaux sonores élémentaires sont mesurés selon la méthode dite du «  $L_{eq}$  court ». Ils sont mesurés et stockés dans la mémoire de l'appareil toutes les secondes,  $L_{Aeq}$  (1s), en continu pour une période totale d'au moins quatorze jours consécutifs d'activité aéroportuaire habituelle, incluant au moins un week-end, et sous réserve de suspension en cas de conditions météorologiques défavorables, lesquelles sont déterminées conformément à la norme ISO 1996 - 2 : 1987 et ISO 1996 - 1 : 1982;

5. les niveaux sonores mesurés sont mis en rapport avec les données des plans de vol (CR1) fournis par l'aéroport concerné en vue de leur traitement. Les événements sonores relatifs au passage des avions sont identifiés à partir de l'évolution temporelle des niveaux sonores élémentaires mesurés chaque seconde  $L_{Aeq}$  (1s). Ces événements sonores sont pris en considération dès que le niveau sonore qu'ils engendrent émerge du bruit de fond ambiant et jusqu'à ce qu'il y rentre;

6. un rapport de mesures est établi selon la procédure arrêtée par le Gouvernement;

7. ce rapport est complété par un calcul intégrant l'anticipation des mouvements présumés d'avions tels que retenus pour la détermination du périmètre des zones d'exposition au bruit;

8. l'appartenance par assimilation à une zone du plan d'exposition au bruit (A, B, C ou D) s'effectue par comparaison des résultats obtenus figurant dans le rapport de mesures mentionné au point 7, avec l'indicateur  $L_{DN}$  de la zone de référence (A, B, C ou D). Dans l'hypothèse où les indicateurs  $L_{DN}$  figurant dans le rapport de mesures dépassent ou sont égaux à l'indicateur de référence (70, 65, 60 ou 55 dB (A) au moins quatre fois, l'immeuble considéré est réputé situé dans la zone de référence (A, B, C ou D);

9. dans le cas mentionné au point 8, le procès-verbal des résultats obtenus ouvre le droit au bénéfice des mesures visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dont la mise en œuvre a lieu dans les conditions arrêtées par le Gouvernement;

10. en se conformant aux méthodes ci-dessus, le Gouvernement fait procéder à des relevés de mesures de niveaux sonores dans divers lieux ou quartiers situés notamment à la périphérie des zones. Ces mesures préalables lui permettent d'apprécier dans quels lieux ou quartiers une prétention au bénéfice de l'alinéa 2 peut se révéler fondée. Si les mesures auxquelles le Gouvernement a procédé de la sorte indiquent que la prétention de bénéficier d'une des dispositions prévues à l'alinéa 2 du § 3 ci-dessus apparaît *prima facie* fondée, le Gouvernement procède à ses frais aux mesures individuelles nécessaires. Si l'étude des relevés de niveaux sonores auxquels le Gouvernement a procédé ne permet pas une telle conclusion, celui qui estime néanmoins pouvoir prétendre au bénéfice de l'alinéa 2 avance les frais afférents aux mesures individuelles qui le concernent et les récupère dans la mesure où sa prétention s'avère fondée. »

§ 4. A l'article 1<sup>er</sup> bis, § 3, de la même loi, ajouter un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la procédure de mise en œuvre des alinéas 2 et 3 ci-dessus, ainsi que toutes mesures utiles à cet effet. »

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 25 octobre 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* — 257 (2000-2001) n<sup>os</sup> 1 à 4.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 18 octobre 2001. Discussion. Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3044

[C - 2001/27656]

**25. OKTOBER 2001 — Dekret zur Abänderung des Artikels 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973  
über die Lärmbekämpfung (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - § 1 - In Artikel 1bis § 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung ist der Satz «Der derart erreichte Umkreis der Lärmbelastungszonen wird insbesondere auf der Grundlage der Ansiedlungseigenschaften der Bauten, ihrer Ausrüstung und ihrer Zweckbestimmung gewichtet.» durch den Satz «Der derart erreichte Umkreis der Lärmbelastungszonen kann von der Regierung insbesondere auf der Grundlage der Ansiedlungseigenschaften der Bauten, ihrer Ausrüstung und ihrer Zweckbestimmung angepasst werden.» zu ersetzen.

§ 2 - In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Im Rahmen der von der Regierung getroffenen Maßnahmen gemäß dem oben erwähnten Absatz 1:

1° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex  $L_{DN}$  70 dB (A) oder mehr aufweist, als zu der Zone A gehörend;

2° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex  $L_{DN}$  65 dB (A) oder mehr und weniger als 70 dB (A) aufweist, als zu der Zone B gehörend;

3° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex  $L_{DN}$  60 dB (A) oder mehr und weniger als 65 dB (A) aufweist, als zu der Zone C gehörend;

4° gilt jedes bebaute oder unbebaute Immobiliengut, das einer Lärmbelastung ausgesetzt ist, für die der Lärmindex  $L_{DN}$  55 dB (A) oder mehr und weniger als 60 dB (A) aufweist, als zu der Zone D gehörend;

5° für die rund um die Uhr geöffneten Flughäfen sind die Punkte 2° bis 4° nur auf die außerhalb der Zone A gelegenen bebauten und unbebauten Immobiliengüter anwendbar.»

§ 3. In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Im Hinblick auf die Anwendung des oben erwähnten Absatzes 2 werden die Messungen der vom zivilen und gewerblichen Flugverkehr aus oder nach den unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ausgelösten Schallpegel unter folgenden Bedingungen aufgenommen:

1 - für die Maschinen der Klasse I entspricht das Gerätenetz für die Lautstärkemessungen den durch die Normen CEI651 und CEI804 festgelegten Bedingungen;

2 - das Messnetz wird vor und nach der Messung mittels eines genehmigten Kalibrators systematisch kalibriert, wobei die Abstände stets unter 0,5 dB liegen müssen;

3 - die Lautstärkemessung wird zwangsläufig außerhalb der Gebäude durchgeführt. Das Mikrofon wird zwangsläufig an einem Mast mit einer Höhe von mindestens vier Metern im Verhältnis zu dem natürlichen Gelände und in einer Entfernung von mindestens zwei Metern von jeglicher schallreflektierenden Struktur (Mauern, Dächer, Schuppen, Gartenlauben, usw.) angebracht. Es wird zwangsläufig mit einer Windkappe der Klasse 1 versehen;

4 - die elementaren Schallpegel werden nach der sogenannten Methode « $L_{\text{eq}}$  kurz» gemessen. Sie werden alle Sekunden,  $L_{\text{Aeq}}$  (1s), durchgehend für einen gesamten Zeitraum von mindestens vierzehn aufeinanderfolgenden Tagen mit gewöhnlichem Flugbetrieb unter Miteinschließung mindestens eines Wochenendes und unter Vorbehalt einer Aussetzung im Falle ungünstiger, gemäß der Norm ISO 1996 - 2: 1987 und ISO 1996 - 1: 1982 festgelegter Wetterverhältnisse gemessen und im Gerät eingespeichert;

5 - die gemessenen Schallpegel werden mit den Angaben der von den betroffenen Flughäfen übermittelten Flugpläne (CR 1) im Hinblick auf ihre Bearbeitung in Zusammenhang gebracht. Die akustischen Begebenheiten in Verbindung mit dem Vorüberfliegen von Luftfahrzeugen werden ab der zeitlichen Entwicklung der alle Sekunden  $L_{\text{Aeq}}$  (1s) gemessenen elementaren Schallpegel identifiziert. Diese akustischen Begebenheiten werden in Betracht gezogen, sobald der von ihnen verursachte Schallpegel sich von dem umgebenden Grundgeräusch abhebt und bis dieses ihn wieder in sich aufnimmt;

6 - ein Messbericht wird nach dem von der Regierung festgelegten Verfahren erstellt;

7 - dieser Bericht wird durch eine Errechnung ergänzt, in der den voraussichtlichen Flugbewegungen der Flugzeuge, so wie sie zur Bestimmung des Umkreises der Lärmbelastungszone in Betracht gezogen werden, vorgegriffen wird;

8 - die Zugehörigkeit durch Gleichstellung zu einer Lärmbelastungszone (A, B, C oder D) erfolgt durch den Vergleich der in dem in Punkt 7' erwähnten Messbericht angegebenen erzielten Ergebnisse mit dem Lärmindex  $L_{\text{DN}}$  der Referenzzone (A, B, C oder D). Falls die im Messbericht angegebenen Lärmindize  $L_{\text{DN}}$  den Referenzindex (70, 65, 60 oder 55 dB (A)) mindestens vier Mal erreichen oder überschreiten, wird das betreffende Gebäude zu der Referenzzone (A, B, C oder D) gezählt;

9 - in dem in Punkt 8 erwähnten Fall gibt das Protokoll der erzielten Ergebnisse Anspruch auf die in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen, deren Durchführung unter den von der Regierung verabschiedeten Bedingungen erfolgt;

10 - unter Einhaltung der oben angeführten Methoden lässt die Regierung Schallpegelmessungen an verschiedenen Orten oder in verschiedenen Vierteln vornehmen, die insbesondere am Rande der Zonen liegen. Durch diese vorhergehenden Messungen kann sie beurteilen, an welchen Orten oder in welchen Vierteln sich der Anspruch auf die Vorteile des Absatzes 2 als gerechtfertigt erweisen kann. Falls die von der Regierung in dieser Weise durchgeführten Messungen angeben, dass sich der Anspruch auf eine der in Absatz 2 des vorhergehenden Paragraphen 3 vorgesehenen Bestimmungen *prima facie* als gerechtfertigt erweist, leitet die Regierung auf ihre Kosten die erforderlichen individuellen Maßnahmen ein. Falls die Untersuchung der von der Regierung durchgeführten Schallpegelmessungen eine derartige Schlussfolgerung ausschließt, legt derjenige, der dennoch der Auffassung ist, dass er den Vorteil des Absatzes 2 beanspruchen kann, die mit den ihn betreffenden individuellen Maßnahmen verbundenen Kosten vor und bekommt sie zurückerstattet, insofern sich sein Anspruch als gerechtfertigt erweist.»

§ 4 - In Artikel 1bis § 3 desselben Gesetzes, wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Regierung verabschiedet das Verfahren zur Durchführung der Absätze 2 und 3, sowie alle anderen zweckdienlichen Maßnahmen.»

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) *Sitzung 2001-2002*

*Dokumente des Rats* — 257 (2000-2001) Nrn. 1 bis 4.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 18. Oktober 2001. Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 3044

[C — 2001/27656]

**25 OKTOBER 2001. — Decreet tot wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. In artikel 1bis, § 2, van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder wordt de zin « De aldus berekende omtrek van de aan geluidshinder blootgestelde zones wordt gewogen op grond van de vestigingseigenschappen van de constructies, alsmede van hun uitrusting en bestemming » door de zin « De aldus berekende omtrek van de aan geluidshinder blootgestelde zones kan door de Regering worden aangepast op grond van de vestigingseigenschappen van de constructies, van hun uitrusting en bestemming. »

§ 2. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet wordt er een tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« In het kader van de maatregelen getroffen door de Regering overeenkomstig bovenstaand eerste lid :

1° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator  $L_{DN}$  van 70 dB (A) of meer, geacht deel uit te maken van zone A;

2° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator  $L_{DN}$  van 65 dB (A) of meer en minder dan 70 dB (A), geacht deel uit te maken van zone B;

3° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator  $L_{DN}$  van 60 dB (A) of meer en minder dan 65 dB (A), geacht deel uit te maken van zone C;

4° wordt elk al dan niet bebouwd onroerend goed blootgesteld aan de geluidshinder met een geluidsindicator  $L_{DN}$  van 55 dB (A) of meer en minder dan 60 dB (A), geacht deel uit te maken van zone D;

5° zijn de nrs. 2° tot en met 4° voor luchthavens die geopend zijn 24 uur op 24 enkel van toepassing op al dan niet bebouwde onroerende goederen gelegen buiten de zone A. ».

§ 3. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet, wordt er een derde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« Met het oog op de toepassing van bovenstaand tweede lid wordt het opmeten van het geluidsniveau voortvloeiende uit burgerlijk en commercieel luchtverkeer uit of naar luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, onder de volgende voorwaarden verricht :

1. de geluidsmetingapparatuur beantwoordt aan de eisen vastgesteld bij de normen CEI651 en CEI804 voor de vliegtuigen van klasse I;

2. de meetapparatuur wordt systematisch geïjkt vóór en na elke opmeting, bij middel van een gewaarmerkt kaliber, waarbij de afwijkingen telkens lager moeten zijn dan 0,5 dB;

3. de geluidsmeting moet verplicht aan de buitenkant van de gebouwen plaatsvinden. De microfoon wordt verplicht geplaatst op een mast op een minimumhoogte van vier meter tegenover de natuurlijke ligging van de bodem en op een minimumafstand van twee meter van elke werkaansende akoestische structuur (muur, dak, hok, tuinhuis enz.). De microfoon is verplicht uitgerust met het bijbehorend weer- en winddicht zeil van klasse I;

4. de elementaire geluidsniveaus worden opgemeten volgens de zogenaamde «  $L_{cq}$  kort »-methode. Zij worden elke seconde opgemeten en opgeslaan in het geheugen van het apparaat,  $L_{aeq}$  (1s) continu voor een totale periode van minstens veertien opeenvolgende dagen van gewone luchthavenactiviteit, met inbegrip van minstens één weekeinde, en onder voorbehoud van opschorting in geval van ongunstige weersomstandigheden die bepaald zijn overeenkomstig de norm ISO 1996 - 2 : 1987 en ISO 1996 - 1 : 1982;

5. de opgemeten geluidsniveaus worden in verband gebracht met de gegevens van de vluchtplannen (CR 1) die door de betrokken luchthavens worden verstrekt met het oog op de behandeling ervan. De geluidsgebeurtenissen die betrekking hebben op de overvlucht van luchtvaartuigen worden geïdentificeerd vanuit de ontwikkeling in de tijd van de elementaire geluidsniveaus die elke seconde worden opgemeten  $L_{aeq}$  (1s). Bedoelde geluidsgebeurtenissen worden in rekening gebracht zodra het geluidsniveau die ze teweegbrengen boven de achtergrondruis uitstijgt en tot op het ogenblik waarop bedoeld niveau daar weer deel van uitmaakt;

6. een meetverslag wordt opgesteld volgens de procedure vastgesteld door de Regering;

7. bedoeld verslag wordt aangevuld door een berekening waarin de anticipatie van de vermoedelijke vliegtuigbewegingen wordt opgenomen zoals in overweging genomen voor de bepaling van de omtrek van de zones blootgesteld aan de geluidshinder;

8. het deel uitmaken van een zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan de geluidshinder (A, B, C of D) bij wijze van gelijkstelling vloeit voort uit de vergelijking van de berekende uitslagen opgenomen in het meetverslag onder punt 7, met vermelding van de geluidsindicator  $L_{DN}$  van de referentiezone. Mochten de indicatoren  $L_{DN}$  opgenomen in het meetverslag minstens vier keer herhaald hoger zijn dan of gelijk aan de referentie-indicator (70, 65, 60 of 55 dB (A)), wordt het onroerend goed geacht in de referentiezone gelegen te zijn (A, B, C of D);

9. in het geval vermeld onder punt 8 opent het proces-verbaal van de berekende uitslagen het recht om in aanmerking te komen voor de maatregelen bedoeld onder het eerste lid, waarvan de uitvoering plaatsvindt onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering;

10. de Regering, die zich richt naar de bovenstaande methodes, laat opmetingen verrichten voor de geluidsniveaus op verschillende plaatsen of in verschillende wijken die meer bepaald aan de rand van de zones liggen. Door die voorafgaande maatregelen kan zij oordelen op welke plaatsen en in welke wijken de aanspraak op het recht van het tweede lid gegrond kan blijken. Indien de opmetingen die de Regering aldus heeft laten verrichten, erop wijzen dat de aanspraak op het recht om in aanmerking te komen voor één van de bepalingen bedoeld onder het tweede lid van § 3 hierboven *prima facie* gegrond blijkt, laat de Regering op eigen kosten de noodzakelijke individuele opmetingen verrichten. Indien er uit het onderzoek van de opmetingen van de geluidsniveaus die de Regering heeft laten verrichten, geen dergelijke conclusie getrokken kan worden, schiet degene die desalniettemin meent aanspraak te kunnen maken op het recht in het tweede lid de kosten met betrekking tot de individuele maatregelen die hem betreffen voor en worden laatstgenoemde hem terugbetaald voor zover zijn aanspraak gegrond blijkt. »

§ 4. In artikel 1bis, § 3, van dezelfde wet wordt er een vierde lid ingevoegd dat luidt als volgt :

« De Regering stelt de procedure vast voor de uitvoering van de leden twee tot en met vier, evenals alle daartoe nodige maatregelen. »

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* zal worden gepubliceerd.

Namen, 25 oktober 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Stukken van de Raad* — 257 (2000-2001) nrs. 1 tot 4.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 18 oktober 2001. Bespreking. Stemming.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Services fédéraux des Affaires scientifiques,  
techniques et culturelles

[2001/21534]

**Mandat**

Par arrêté royal du 13 février 2001, le mandat exceptionnel accordé à Mme Pascale Vandervelle, attaché auprès des Musées royaux d'Art et d'Histoire par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2000 fixant des mesures temporaires pour la gestion financière et matérielle des MRAH, est prolongé d'un an à l'expiration de sa durée, soit jusqu'au 30 octobre 2003.

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Federale Diensten voor Wetenschappelijke,  
Technische en Culturele Aangelegenheden

[2001/21534]

**Mandaat**

Bij koninklijk besluit van 13 februari 2001, wordt het uitzonderlijke mandaat van Mevr. Pascale Vandervellen, attaché bij de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, toegekend bij het koninklijk besluit van 1 maart 2000 tot vaststelling van tijdelijke maatregelen voor het financieel en materieel beheer van de KMKKG, met één jaar verlengd bij afloop ervan, zijnde tot 30 oktober 2003.